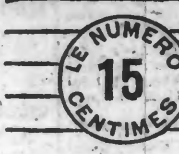




Qualité



DE ROUBAIX-TOURCOING

Jusques à quand le Nord se laissera-t-il sacrifier ?

Jusques à quand... C'est le fameux « Quousque Tandem » de Cicéron, qu'avec son éloquence nous voudrions pouvoir clamer au Nord sacrifié, toujours sacrifié, et qui continuera de l'être tant... qu'il se laissera faire.

Jusques à quand, ô Gens du Nord, vous laisserez-vous faire ?

Avant la Guerre, le Nord n'était bon qu'à travailler, produire et aussi à payer la cinquante partie des impôts du pays tout entier.

Son infidèle représentation et aussi les défauts de la Constitution ne lui donnaient pas dans les affaires publiques la place et l'importance qui lui étaient dues et qu'il méritait. Aussi l'Etat n'avait-il même pas pour lui les égards et la considération qu'un bon fermier a pour sa meilleure vache laitière.

Et, lorsqu'il s'est agi de renforcer la frontière de Belgique — puisque alors on enseignait d'une façon classique dans les écoles que l'invasion allemande se ferait par la Belgique — malgré de beaux cris d'alarme, on laissa le Nord exposé à l'envahissement qui devait se produire peu à près, le 25 août 1914.

A cette époque encore, tu fus bien vite sacrifié, ô Pauvre Nord ! lorsqu'ayant porté toutes ses forces vers l'Est, le grand Etat-Major n'opposa qu'un mince rideau au flot envahisseur.

Et ensuite, pendant la guerre, sacrifiée le plus douloureux de tous, et pour ceux qui le savaient, et pour ceux qui de l'autre côté savaient que les leurs enduraient ce martyre, on n'hésita pas à faire la guerre d'usure par le blocus de l'Allemagne ; Et, en voulant affamer les boches, on fit subir les pires privations à tous les Français du Nord placés sous le joug allemand.

Et maintenant, après la guerre, malgré les grandes et belles prestations de solidarité que, dans un moment de pitié on nous a prodiguées, les premières répercussions des difficultés financières créées par le « Boche qui ne paie pas » s'abattent sur le Nord... Toujours sur le même les particuliers sont menacés de ne pas voir leurs dommages réparés et les villes, comme la capitale des Flandres, sont mises dans la terrible alternative, ou d'abandonner leurs projets d'extension et d'embellissement, projets nécessaires sinon indispensables, qui leur étaient d'ailleurs imposés par une loi, ou de faire payer les frais de réalisation de ces projets — frais que devait supporter le Pays solidaire — par les envahis et les sinistrés eux-mêmes, par les gens du Nord, qui ainsi se trouveront beaucoup plus écrasés d'impôts que tous les autres Français.

C'est ce que nous développerons dans un prochain article.

En attendant, merci, au « Réveil du Nord » de me permettre du haut de sa tribune de crier au Nord :

« JUSQUES A QUAND VAS-TU TE LAISSER FAIRE ? »

Gaston MOITHY,
Adjoint au maire de Lille.

TAUDIS POUR EXPULSÉS

Ils s'érigent sur les glaciés de Lille

Des baraquements vermoulu, imprégnés de microbes, attendent des familles ouvrières. * * * * *

L'action des Maires contre les expulsions de locataires s'affirme et se développe dans le Nord. * * * * *

En prévision des prochaines et nombreuses expulsions de locataires, autorisées par la récente loi arbitraire et partielle, enclenchée d'un inadmissible caractère de favoritisme et d'exception, contraire aux plus élémentaires principes de justice et d'égalité républicaines, la Préfecture du Nord, docile et maniable instrument aux mains gouvernementales, comme tous les organismes de même nature, fait élever aux portes de Lille, en dehors et à l'insu même de la municipalité, des baraquements sordides et inhabitatables, destinés aux victimes des rapaces vautours, avides de bien-être personnel ou de profits inouïables.

Cette cité de misère, foyer de maladies mortelles, commence à montrer ses toits gris et ses bâtisses délabrées, près de la porte d'Aras, à gauche de la route Nationale n. 25, conduisant à l'Arbrisseau, Seclin, Carvin, Lens.

Une quinzaine de baraquements, sinistres comme des guillemottes attendant la victime des barbares ancestrales, sont déjà montés et des tas de planches pourries par les ans et les intempéries, gisant sur le sol boueux, promettent d'autres ardeurs humanitaires.

Tous ces débris putrides proviennent de la zone rouge, où ils servent, depuis l'armistice, à donner un semblant d'abri aux sans-abrui, aujourd'hui tousotants, anémisés et phisiques, sans parler de tous ceux qui furent dirigés sur les cimetières, où leur nom n'est même pas marqué sur un croix de bois.

Soixante baraquements en planches usées et rafistolées, couverts de vieux carton bitumé ou de toile ondulee percée à jour ; soixante tanières plus insalubres que les cavernes des anciens troglodytes vont être dressés dans la boue glauque des remparts, près de la porte d'Aras, pour servir d'habitation aux ménages de travailleurs poussés brutalement sur la rue, au nom de la loi !

Dans ce quartier insane des réprouvés, plus répugnant que ceux des lépreux aux âges disparus, il n'y a ni eau potable ou autre, ni lumière, ni w.-c., ni aucun des plus élémentaires conditions d'hygiène qu'on trouve pourtant dans nos plus modestes villages.

Les bestiaux parqués dans les champs sont mieux traités.

L'administration départementale, soumise aux injonctions d'un gouvernement d'arrière réaction sociale et archaïque, veut elle créer aux portes de Lille un foyer morbide et permanent de pestilence ?

Soucieuse de la santé publique et de la dignité humaine, la municipalité lilloise, nous le savons, s'y oppose avec une fermeté énergique et toute la population, d'accord avec elle, sera unanime dans cet élan de réprobation.

Aucun doute n'est possible à ce sujet, car c'est l'intérêt général qui est en jeu et, de plus, on n'a jamais fait appel en vain aux sentiments généraux des Lillois, spontanés et effectifs.

Dans notre vaillante et magnanime capitale du Nord, qui a donné tant de preuves, au cours de la succession des siècles, de son courage et de son abnégation, personne, nous en sommes assurés, ne voudra



UN TYPE DE BARAQUEMENTS POUR EXPULSÉS, ERIGÉS SUR LES GLACIS DES FORTIFICATIONS DE LILLE (Photo. Réveil)

à notre ville et nous sommes heureux de le constater, pour l'honneur de l'humanité. Des hommes d'action et de claire intelligence de l'avenir de notre pays se dressent, avec une ardeur exemplaire, contre les expulsions, pour garantir aux travailleurs le droit d'asile et le foyer familial, en dépit des lois d'exception, d'arbitraire scandaleux et d'interprétations capricieuses, dictées par le hasard des digressions.

Après M. POTIE, sénateur-maire d'Hannuain, président du Conseil général du Nord ; DELANNOY, maire de Bruay-sur-Escaut ; BRUNEAU, maire de Faches-Thumesnil, notre ami DELEAU, maire d'Escautpont, importante commune de l'arrondissement de Valenciennes, nous adressons une formelle adhésion à la Ligue du Bien public constituée par des valeureuses initiatives pour le travail paisible et la renaissance de nos régions meurtries.

« Je veux me rallier, nous écrit Deleau, à la campagne de mes collègues et du « Réveil du Nord » contre les expulsions de locataires et la hausse illicite des loyers. Aucune expulsion n'a encore eu lieu dans ma commune parce que je me suis toujours énergiquement opposé à ces mesures si préjudiciables à nos familles ouvrières et je continuerai à les interdire par tous les moyens en mon pouvoir. En agissant ainsi je suis certain d'avoir avec moi toute la population loyale et travailleuse d'Escautpont, animée, comme celle de nos grandes villes, de sentiments humanitaires et de justice, qui doivent être l'inspirateur de tous nos actes ».



E. DELEAU, maire d'Escautpont

comme celle de nos grandes villes, de sentiments humanitaires et de justice, qui doivent être l'inspirateur de tous nos actes ».

Avec plaisir, nous publions la lettre du vaillant maire d'Escautpont, avec la ferme confiance que nous en recevrons beaucoup d'autres encore, exprimant les mêmes sentiments de courage et d'énergie.

Nous l'avons écrit et nous ne saurions assez le répéter, l'action concertée des maires démocrates et les généreuses initiatives privées, se substituant à la carence évidente du législateur, en matière de loyers, sont susceptibles d'empêcher les expulsions et de maintenir le travail réparateur de nos ruines, sans obliger les propriétaires, victimes d'injustices révoltantes et d'abus intolérables, à recourir à une inscription populaire.

E. POLVENT.

LE SORT EN EST JETÉ !

La Commission des Réparations, par 3 voix contre 1, a constaté le manquement du Reich

NOUS ALLONS OCCUPER LA RUHR

L'Allemagne proteste, par avance, contre cette occupation

Le sort en est jeté ! La Commission des Réparations a constaté le manquement du Reich et l'occupation de la Ruhr, si elle n'est déjà commencée, n'est plus qu'une question d'heures.

La séance a été tenue à midi trente.

Déjà le Gouvernement allemand s'apprête à protester... Berlin, 9. — Un Conseil des Ministres s'est réuni dans la soirée d'hier, et n'a pris fin qu'à 21 heures.

Après le départ des représentants de l'Allemagne, la délibération fut ouverte. M. Barthou, délégué français, développa les arguments contenus dans le mémoire du gouvernement français que nous avons reproduit dernièrement. Il insista sur la mauvaise volonté de l'Allemagne qui aurait à livrer la totalité des quantités de charbon et de coke inscrites au programme, déjà réduit par rapport au traité, de la commission des réparations. Il conclut à la constatation par la commission et à la notification aux gouvernements alliés du « manquement » par l'Allemagne à l'exécution de ses obligations visées à l'article VII du traité, au sens du paragraphe 17 de l'annexe I dont la commission a précédemment décidé qu'il équivaut au « manquement » mentionné au paragraphe 18 qui ouvre la voie aux sanctions.

« L'heure est angossante et pleine d'un redoutable inconnu. La Belgique et l'Italie sont matériellement ou moralement avec nous. L'Angleterre désapprouve naturellement nos projets. Que fera l'Amérique ? »

Cette protestation serait accompagnée d'une déclaration aux termes de laquelle le gouvernement allemand affirmerait que la France viole le traité de Versailles, et que par ce fait même, tout engagement de l'Allemagne devient caduc, d'autant plus que l'occupation de territoires, d'une importance vitale pour l'Allemagne, a été faite sans la possibilité de faire aucune nouvelle prestation, de quelque nature que ce soit.

La réunion décisive de la C. D. R.

Paris, 9. — La séance de la commission des réparations s'est ouverte mardi matin un peu après 9 heures 30.

L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr.

M. Fischer, président de la Kriegsstellenkommission, et les experts délégués par le gouvernement du Reich pour fournir des explications sur le déficit constaté dans les livraisons de charbon, y compris M. Lubsen, sont arrivés à 9 heures 20, à l'hôtel Astoria, avant même les représentants alliés.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Et les mineurs de la Ruhr ne seront pas grève

Berlin, 9. — On croit que les syndicats des mineurs de la Ruhr ne donneront pas l'ordre de grève générale que les partis de droite voudraient les voir décréter.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

« Je veux me rallier, nous écrit Deleau, à la campagne de mes collègues et du « Réveil du Nord » contre les expulsions de locataires et la hausse illicite des loyers. Aucune expulsion n'a encore eu lieu dans ma commune parce que je me suis toujours énergiquement opposé à ces mesures si préjudiciables à nos familles ouvrières et je continuerai à les interdire par tous les moyens en mon pouvoir. En agissant ainsi je suis certain d'avoir avec moi toute la population loyale et travailleuse d'Escautpont, animée, comme celle de nos grandes villes, de sentiments humanitaires et de justice, qui doivent être l'inspirateur de tous nos actes ».

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Le délégué des Etats-Unis a reconnu le manquement mais a fait des réserves

M. Boyden (Etats-Unis) demanda alors de faire, à titre officieux, connaître son opinion.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Pourquoi la Belgique va pénétrer dans la Ruhr

Bruxelles, 9. — Le premier ministre, M. Theunis, a fait à la Chambre belge une déclaration très complète au sujet de la Conférence de Paris. Des décisions qui y ont été prises, il a dit notamment que si la Belgique avait décidé de pénétrer dans la Ruhr, mais pas par vengeance ni par colère, mais parce que cette attitude était le dernier moyen d'obliger l'Allemagne à ouvrir enfin les yeux et à se rendre compte qu'elle doit des réparations.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Les Etats-Unis nous observeront, dit-on, avec sympathie

Paris, 9. — Le gouvernement américain n'envisage, actuellement, aucune nouvelle proposition concernant la situation en Europe, car il estime que la France a dû examiner et considérer sérieusement la suggestion de M. Hughes, avant de décider un plan d'action.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Ce qui fut dit par les différents délégués

Le communiqué officiel qu'on vient de lire ne donne pas la physionomie de la réunion, voici ce qu'elle fut :

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Les Allemands se sont expliqués et sont sortis

La séance avait débuté par l'audition d'un certain nombre d'experts allemands. M. Lubsen, directeur du syndicat rhénan-vestphalien pour le charbon, arrivé de Berlin à 7 heures du matin, et M. Fischer, président de la Kriegsstellenkommission, ont de nouveau développé les raisons qui, à leur avis, excusaient le déficit de 15 % relevé dans les livraisons de charbon et de coke à la France pendant l'année dernière. M. Richter, juriconsulte, a plaidé que la seule sanction pouvant être prise contre l'Allemagne était celle prévue par la lettre de la commission du 21 mars dernier, à savoir « des paiements supplémentaires équiva-

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Amiens perd le siège du 2° corps d'armée

Amiens, 9. — Amiens perd le siège du 2° corps d'armée et ne conservera que celui de la 3e division.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Les mineurs allemands ont obtenu les augmentations demandées

Berlin, 9. — Les pourparlers du mouvement avec les mineurs au sujet de l'augmentation des salaires ont abouti à un accord.

« L'opinion allemande s'attend à une occupation militaire imminente d'Essen, de Bochum et peut-être encore des territoires de la Ruhr. »

Krassine est à Lausanne

Lausanne. — Krassine, venant d'Italie et allant à Londres, est arrivé à Lausanne.

L'agitation communiste

Paris, 9. — MM Cachin et Trautman, membres du parti communiste, Monmousseau, secrétaire général de la C. G. T. unitaire, et Sénart, secrétaire de la Fédération unitaire

Les rescapés du "Vinh-Long" vont rentrer en France

Toulon, 9. — Le transport « Tourville » informe qu'il est à Constantinople, qu'il embarque la plus grande partie de l'équipage et les rescapés de l'incendie du « Vinh-Long » pour les ramener à Toulon.

Le Réveil Illustré

Les plus beaux romans d'aventure et d'amour, les meilleurs contes, les chroniques les plus instructives.

- MISS PEARL WHITE, 1re page illustrée.
- LES HOMMES ET LES FAITS, par Albert Lefèvre.
- OEUX DE CHEZ NOUS : Albert Samain.
- UNE FUGUE, conte, par Armand Charpentier.
- AIRS CONNUS, textes et dessins de Marcel Perle.
- L'Œuvre sans nom, drame en 4 parties, par Maurice Level.
- AMOUR DE SAUVAGE, superproduction dramatique de « Fox Film ».
- LE BALVEU D'RUES, chronique patoisante, par Auguste Labbe.
- UNE MISÈRE DORÉE, roman d'amour, par Delly.
- L'HOMME QUI PLEURE, roman d'amour, par Pierre Rétinal.
- LE PARADIS D'UN FOY, roman d'aventures, par René Jeanneret et Louis Guilloux.
- LA MODE ET LE FOYER, par Genevieve Madeline.
- CHRONIQUE GASTRONOMIQUE, par Paul Anquetin.
- CHRONIQUES ET AUTRES.

16 Pages :: 20 Centimes